



Landes

Comité Technique local du 11 octobre 2021 Déclaration Liminaire F.O.-DGFIP

Monsieur le Président,

Ce Comité Technique Local réuni aujourd'hui, en seconde convocation, a parmi ses sujets à l'ordre du jour:

- la poursuite des opérations NRP avec les transferts du recouvrement de l'impôt des CFP de Mimizan, Parentis en Born, Soustons, Saint-Martin de Seignanx et Saint-Vincent de Tyrosse ;
- la création d'une antenne du SIP et du SIE de Mont de Marsan à Morcenx;
- la réorganisation des services de direction ;
- le bilan de la campagne IR ;
- les lignes directrices de gestion.

Des sujets qui pourraient s'apparenter à des thèmes futuristes et alarmants que nous ne pouvons que déplorer !

Les effets dévastateurs de cette première vague de suppression de 6 CFP auront à peine eu le temps d'émerger que la deuxième vague du NRP est déjà en route : des restructurations et réorganisations précipitées pour tenir le calendrier convenu avec la DG, un SGC à peine installé et déjà fragilisé, des SIP et SIE remaniés pour faire face aux suppressions d'emplois, des agents déboussolés ne se reconnaissant plus dans les organisations mises en place !

Mais qu'importe, pour la Direction Générale, il faut aller vite, sans tenir compte des impératifs techniques, des problèmes engendrés...et d'une certaine crise sanitaire, qui a pourtant bouleversé notre quotidien. Jamais elle n'a pris le temps d'analyser les conséquences psychologiques et morales de sa politique en terme d'emplois et d'organisation du réseau.

A peine concède-t-elle à faire appel tout de même à une partie des listes complémentaires des lauréats de concours B et C pour pallier au plus urgent face à l'état catastrophique de ses services. Vous nous direz sûrement Monsieur le Président que les RH accompagnent et règlent les problèmes au mieux dans

un tel contexte et qu'il ne faut pas noircir le tableau de nos services toujours en quête de modernisation, d'efficience etc. Toutefois, nous pouvons assurément vous affirmer que votre volonté de minimiser la situation actuelle, est totalement déconnectée de la réalité du terrain avec toujours plus de pression ressentie pour les agents dans leurs tâches quotidiennes. Nous avons pu voir ce phénomène s'accélérer lors du mouvement local de mutations 2021 donnant un réel aperçu du désarroi régnant au sein de certaines structures. Et nous avons bien pu constater que les agents sont de plus en plus anxieux pour leur avenir professionnel face à toutes ces restructurations et réorganisations de services !

Et le moins qu'on puisse dire, c'est qu'avec les perspectives à venir de nouvelles délocalisations de mission dans notre département (que la DG appelle relocalisations), le mal-être des agents ne fera que s'accroître. Il n'y a qu'à voir les derniers résultats des observatoires internes pour s'en persuader.

Que dire du mal être qui semble s'être installé dans nos murs avec nos collègues qui subissent AVC, burn-out et j'en passe !

Mais cela, la Direction Générale ne veut pas le voir et continue son chantier de « destruction » du réseau. Quelle mission sera encore à l'avenir délocalisée et rayée du réseau ?

Avez-vous conscience, vous, Monsieur le Président, de ce que cela engendre psychologiquement pour les agents d'avoir une telle épée de Damoclès sur la tête qui impacte leur vie professionnelle et personnelle ?

Nous n'épilouterons pas plus sur ce sujet. Notre position concernant le NRP reste inchangée. FO DGFIP 40 reste fermement opposé à cette géographie tellement revisitée qu'elle en perd tout son sens dans l'exercice de nos missions !

Comment peut-on imaginer un instant que le maillage territorial vendu par la DG comme une avancée du service public, puisse répondre aussi efficacement que la réponse de l'ensemble des agents des Finances publiques qui, jour après jour, n'ont eu de cesse de démontrer leurs compétences et leur capacité d'adaptation malgré tout !

À l'ordre du jour de ce CTL figure également le bilan de la campagne déclarative 2021. Pour FO DGFIP 40, force est de constater que, si la propagande de la DGFIP consiste à mettre toujours plus en avant les canaux dématérialisés de l'accueil, sur le terrain, les services sont exsangues. Dans ce contexte, les directions locales ont mis en place une organisation ubuesque créant le cercle vicieux des renforts entre services qui finissent par devoir être

renforcés parce qu'ils sont eux-mêmes renforts... À ce jeu-là, il ne faut pas être le dernier service à qui on fait appel...parce qu'on ne voit jamais les renforts arriver !

Cette situation met cruellement en lumière le manque d'effectifs que nous dénonçons depuis des années, démontrant plus que jamais les effets délétères des suppressions d'emplois sur le fonctionnement des services et les conditions de travail des personnels. S'il est une action à porter au crédit de la DG, c'est d'avoir réussi à démotiver de nombreux collègues, même les plus investis : perte du sens du travail, des priorités, ordres et contre-ordres, manque de reconnaissance et on en passe. Mais en fait, n'est-ce pas l'objectif poursuivi de la DG de déboussoler nos agents titulaires ? Puisque maintenant elle ne lésine pas à recruter des contractuels, conséquence funeste de la Loi de transformation de la fonction publique d'août 2019 qui en permet le recrutement. Avec en toile de fond une mise sous pression des titulaires, moins à même de demander par exemple des améliorations de leurs conditions de travail actuelles.

Nous ne revendiquons pas des « pansements » face aux manques d'effectifs mais bien des emplois statutaires assurant l'avenir de la DGFIP. Il est entendu que de tels recrutements ne peuvent que nourrir les plus vives inquiétudes chez les agents puisque le projet d'agences uniques de recouvrement ou la mise en place déjà effective du service de paiement de proximité n'est ni plus ni moins qu'une forme de privatisation de la mission de recouvrement de l'impôt sans oublier un récent groupe de travail national menaçant la mission des centres d'encaissement !!

D'autres missions commencent à être délocalisées (dans le contrôle fiscal, les SIE, la sphère foncière etc) et tout laisse à croire que la DG poursuivra sur ce terrain dangereux du recrutement de contractuels au statut précaire pour pourvoir aux emplois. Dans ce contexte de tensions et de fortes inquiétudes, FO DGFIP 40 réitère sa revendication d'arrêt des réformes en cours et du RETRAIT du NRP, projet hors sol de démantèlement du réseau de la DGFIP, dont les conséquences pèseraient encore plus lourdement et négativement sur l'organisation des missions et les conditions de travail des personnels.